

Note interne aux organisations de Solidaires

Compte-rendu rapide de la réunion intersyndicale nationale du 24 septembre 2010

Une réunion intersyndicale nationale interprofessionnelle s'est tenue à la CGT ce vendredi 24 matin, avec CGT, CFDT, FO, CFTC, CGC, UNSA, FSU et Solidaires.

Toutes les organisations étaient d'accord pour dire que les manifestations et les manifestants ont été plus nombreux le 23 que le 7, qu'il y avait plus de jeunes dans les cortèges, et que le secteur privé était bien présent, même si la question de la grève reste difficile et qu'il n'y a pas eu d'élargissement des grévistes dans le secteur public, même si dans le privé il y a sans doute eu de nouveaux salariés qui ont fait grève pour la première fois. Accord aussi pour dire que les déclarations du gouvernement dans la journée d'hier apparaissent comme une provocation et une fin de non-recevoir alors même que la mobilisation est durable et s'enracine.

Sur les suites, en résumé, les positions de chacune des organisations :

CGT :

- accord pour manif le samedi et que ce soit le samedi 2 octobre ;
- mais il faut une nouvelle date de grève et manifestations en semaine : proposition du 12 octobre, sachant que débat peut aller jusqu'au 20 octobre et qu'il faut du temps pour préparer une nouvelle grève ;
- veut intégrer l'enjeu des retraites dans les enjeux européens pour la journée du 29 ;
- continuer à interpeller les élus avec le soutien de la population en s'appuyant sur la lettre ouverte unitaire au président de la république et aux parlementaires qui dit notamment : « le vote de ce projet dans sa logique actuelle n'est pas d'actualité ».

FSU

- accord pour le samedi 2 octobre. La FSU est porteuse d'un mandat de manifestation nationale ;
- pour une nouvelle date de grève le 12 apparaît trop tardif dans le calendrier et la FSU a proposé le 8 octobre ;
- a indiqué que la question de la reconductible se posait dans son secteur mais sans certitude que cela se concrétise.

CGC

- accord pour le samedi 2
- nouvelle date de grève : accord mais plutôt dans la semaine du 4 au 8 octobre, pour ne pas être trop avancé dans le calendrier du débat au Sénat, le 12 paraissant tard.

UNSA :

- accord manif le 2
- accord sur le 12, car avant cela semble trop court pour mobiliser

CFTC

- plutôt pour le samedi 9 que pour le 2 , tout en disant qu'il faudrait plutôt avoir d'abord une grève en semaine, mais sans aller trop vite...

CFDT

- favorable aux manifs du week-end, plutôt pour le 9 au départ, mais accepte le 2.
- d'accord sur la perspective du 12, mais en ayant une expression qui « conditionne » cet appel au fait que le gouvernement reste sourd à la mobilisation.

FO

- pas très favorable à l'idée de manifestation le week-end, mais est prêt à appeler au samedi 2
- sur le 12 octobre, propose que ce soit une grève générale de 24 heures, une « grève franche » et pas une reconductible pour reprendre la terminologie de FO, mais n'a pas posé le problème du calendrier.

Solidaires

- favorable au développement de grèves reconductibles là où c'est possible et les appuiera là où il y en a ;
- favorable à l'appel à une journée de manifestations le samedi 2, avant l'ouverture du débat au Sénat ;
- sur le 12 octobre, nous avons indiqué que c'était tard et que cela pourrait apparaître comme un dernier « baroud d'honneur » car cette date se situera à la fin du débat parlementaire.

Le point de débat a donc été celui du 12 octobre puisque sur le samedi 2, il y avait consensus pour cet appel et dire que cela devait permettre un élargissement important. La date du 12 a malgré tout été retenue, CGT et CFDT ne voulant pas bouger. Dans ces conditions, Solidaires n'a pas signé le communiqué tout en indiquant que nous appellerions fermement au 2 octobre. La FSU malgré son désaccord sur le 12 octobre trop éloigné a quand même signé le communiqué. Vous trouverez le communiqué à la fin de cette note.

Vous avez reçu dans l'après-midi le communiqué de Solidaires qui peut servir de tract et d'explication sur notre position dans la période. Une nouvelle maquette de tract/affichette centrée sur l'appel au 2 sera envoyé mardi matin.

Rappel : conférence téléphonique des organisations de Solidaires lundi à 15 h.

Communiqué commun
CFDT, CFE/CGC, CFTC, CGT, FSU, UNSA

Les organisations syndicales considèrent que la journée nationale d'action du 23 septembre 2010 est un franc succès. Les salariés du public et du privé, en participant massivement à cette 2^{ème} journée de grèves et de manifestations du mois de septembre, ont réaffirmé leur détermination à ne pas accepter une réforme injuste et inefficace.

La journée d'hier a été marquée par l'engagement de nouveaux salariés du privé, notamment des PME mais aussi par la présence de plus de jeunes et de femmes. Cette vaste mobilisation s'accompagne d'un large soutien de la population qui refuse le report de l'âge légal de départ à la retraite de 60 à 62 ans ainsi que celui de 65 à 67 ans pour toucher une retraite à taux plein. Quoi qu'en dise le Gouvernement, la démobilisation suite au vote à l'Assemblée nationale, n'a pas eu lieu.

C'est bien l'exigence d'un véritable débat et l'examen d'autres alternatives au projet de loi qui s'expriment plus fortement.

Les organisations syndicales mettent en garde le Gouvernement sur les conséquences que provoquerait l'ignorance de la colère qui s'exprime profondément.

Les organisations syndicales réaffirment leur totale détermination. Elles confirment les termes de leur lettre ouverte unitaire au Président de la République et aux parlementaires, notamment : « *le vote de ce projet dans sa logique actuelle n'est pas d'actualité* ».

Elles invitent leurs organisations à poursuivre ensemble, à tous les niveaux, la mobilisation unitaire par des initiatives dans les territoires et les entreprises en interpellant les sénateurs et en utilisant (pétitions, tracts...) très largement cette lettre ouverte.

Sachant que le texte de loi sera à l'examen du Sénat à partir du 5 octobre et que la procédure parlementaire pourrait se poursuivre jusqu'au 20 octobre, elles décident :

- D'une grande journée de rassemblements et de manifestations dans le pays le samedi 2 octobre pour conforter la mobilisation et permettre l'engagement de nouveaux salariés dans l'action.
- De faire du mardi 12 octobre une nouvelle journée massive de grèves et de manifestations pendant le débat au Sénat. Cette journée trouvera toute sa place pour amplifier la mobilisation dans le cas où les parlementaires ne prendraient pas en compte ce qui s'est exprimé dans l'action et si le Gouvernement restait intransigeant. Le Gouvernement porterait l'entière responsabilité des suites que les salariés et leurs organisations entendront donner au 12 octobre.

Plusieurs organisations participeront à la journée de manifestation européenne du 29 septembre pour s'opposer aux plans de rigueur en Europe. Elle donnera l'occasion à des milliers de salariés français de porter leurs revendications, notamment sur la retraite, à Bruxelles et partout en France.

Les organisations syndicales se reverront le 4 octobre et analyseront la situation.

Le 24 septembre 2010